

« La culture de la victimisation menace l'université »

Dans « *The Rise of Victimhood Culture* », les sociologues américains Bradley Campbell et Jason Manning analysent les nouveaux visages de la censure. Entretien.

PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS MAHLER

Publié le 11/06/2018, dans *Le Point*

Dans les années 1960, les campus américains prônaient la libération de la parole (et des corps). Aujourd'hui, sous le couvert d'une noble cause progressiste - défendre les minorités -, l'heure semble plutôt à la censure et aux purges idéologiques. Les exemples de personnalités privées de parole, de manière parfois violente, se multiplient. En 2017, le biologiste et « pape des athées » Richard Dawkins n'a pu s'exprimer à Berkeley pour cause d'« islamophobie » (qu'importe que celui-ci critique toutes les religions). La même année, à Middlebury, la conférence du politologue libertarien Charles Murray s'est terminée par une émeute. Même Barack Obama s'est inquiété de cette vague d'indignations et a fait savoir qu'il n'était pas d'accord avec le fait que les étudiants « doivent être couvés et protégés de points de vue divergents ».

Dans le remarquable *The Rise of Victimhood Culture* (Palgrave Macmillan), qui vient de paraître aux États-Unis, les sociologues Bradley Campbell (université de Californie) et Jason Manning (université de Virginie-Occidentale) analysent ce qu'ils désignent comme l'essor d'une « culture de la victimisation ». Ils décortiquent notamment le vocabulaire utilisé par les activistes - « microagressions », « avertisseurs de déclenchement » (trigger warnings), « espaces sécurisés » (safe spaces) -, des concepts qui seraient autant de nouveaux visages de la censure. Entretien.

Le Point : Votre thèse est que, après être passés d'une « culture de l'honneur » à une « culture de la dignité », nous assistons aujourd'hui à la montée d'une « culture de la victimisation ».

Bradley Campbell et Jason Manning : Dans les sociétés traditionnelles, l'honneur consiste à maintenir sa réputation liée à la bravoure physique. Pour les hommes, il est important de défendre leur réputation ou celle de leur communauté face à quiconque les insulterait ou les menacerait, afin de ne pas passer pour un lâche. Cela signifie souvent le recours à la violence, même face à de simples offenses verbales. Au contraire, dans une « culture de la dignité », qui a prédominé au XXe siècle dans nos sociétés, l'idée centrale est qu'une personne garde sa dignité quoi que les autres pensent d'elle. Cette dignité est inaliénable. Il n'y a aucune honte à faire appel à la loi en cas de violence, vol ou autres crimes plutôt que de rendre justice soi-même. Mais il n'y a pas non plus de honte à ignorer des offenses mineures. Il est au contraire digne d'ignorer les insultes, tout en respectant la dignité des autres et en ne les insultant pas.

Aujourd'hui, en observant ce qu'il se passe sur les campus américains, on voit qu'une nouvelle culture morale est en train d'émerger. Des étudiants mettent en avant des actes d'oppression apparemment anodins qui les toucheraient, expliquant que même un banal discours politique peut représenter une forme de violence... Ils sont en train d'adopter une « culture de la victimisation » qui insiste sur leur faiblesse. Ces étudiants rejettent certains principes-clés de la culture de la dignité, comme l'idée qu'on doit ignorer les insultes ou les petits affronts et ne s'adresser aux autorités qu'en cas de violence et de crime sérieux. Comme dans les cultures fondées sur l'honneur, les activistes des campus sont prompts à

percevoir des offenses, mais ils font appel aux autorités (ou à l'opinion publique) plutôt que de régler eux-mêmes le problème. Être une victime est même perçu comme un statut moral, et ceux qui peuvent s'en prévaloir sont hissés sur un piédestal moral.

Mais cette « culture de la victimisation » ne se concentre-t-elle pas sur quelques campus américains ?

Certes, les formes extrêmes de cette culture de la victimisation ne se retrouvent que dans un petit nombre d'activistes dans des universités d'élite, souvent onéreuses. Mais cette culture se répand rapidement, quand on sait que ces étudiants vont aller travailler dans l'administration, les multinationales, les médias... Les campus sont des laboratoires de changements qui peuvent toucher la société entière. Déjà, la Nasa propose une formation de sensibilisation aux micro-agressions...

« Être une victime est même perçu comme un statut moral, et ceux qui peuvent s'en prévaloir sont hissés sur un piédestal moral »

Pouvez-vous expliquer ces concepts de « micro-agressions », d'« avertisseurs de déclenchement » (trigger warnings) et d'« espaces sécurisés » (safe spaces) qui font aujourd'hui fureur ?

S'il remonte aux années 1970, le terme de « micro-agression » n'a été popularisé que récemment par le psychologue Derald Wing Sue. Il définit les « micro-agressions » comme « de brèves, communes et quotidiennes indignités verbales, comportementales ou environnementales, qu'elles soient intentionnelles ou non, et qui communiquent des offenses raciales, de genre ou religieuses visant une personne ou une communauté ». Selon un document publié par l'université de Californie, simplement demander à un Asiatique d'où il vient représente une micro-agression, car cela signifie qu'il n'est pas un vrai Américain. Même le simple fait d'affirmer que l'Amérique « est une terre d'opportunités » est une micro-agression qui renforce le « mythe de la méritocratie ». Notez que, comme une micro-agression peut être non intentionnelle, on se soucie peu de ce que veut réellement dire une personne qui pose une question du type « d'où venez-vous ? » : c'est une micro-agression si la personne interrogée la perçoit ainsi.

Les « avertisseurs de déclenchement » et « espaces sécurisés » sont eux aussi des concepts récents qui amplifient cette culture de la victimisation. Des personnes atteintes du trouble de stress post-traumatique (TSPT) peuvent être « déclenchées » par des choses qui leur rappellent les événements traumatiques qu'elles ont expérimentés. L'idée des avertisseurs de déclenchement consiste à alerter en préambule votre auditoire que vous allez aborder des sujets sensibles qui pourraient heurter les personnes victimes de viol, de racisme, de violences... En réalité, ces avertisseurs de déclenchement sont utilisés par les activistes d'une façon qui n'a plus rien à voir avec la psychologie clinique. Des demandes ont ainsi été formulées pour que les professeurs avertissent leurs élèves avant de commencer l'étude de *Gatsby le Magnifique* (misogynie) ou d'autres classiques de la littérature. Même l'enseignement de la législation sur le viol en fac de droit a fait l'objet de telles requêtes.

Enfin, les « espaces sécurisés » proviennent du mouvement féministe et désignaient un endroit où les féministes pouvaient se réunir pour parler de sujets sur les femmes. La communauté LGBT s'est aussi servie du terme pour nommer des lieux où les minorités sexuelles peuvent s'exprimer sans peur des jugements. Mais les activistes ont commencé à

utiliser ce terme d'« espaces sécurisés » pour réclamer des endroits où l'on peut se protéger de toute idée contredisant l'idéologie gauchiste. Quand la libertarienne Wendy McElroy est venue à l'université de Brown pour critiquer le féminisme radical, des étudiants ont ainsi ouvert un espace sécurisé avec des cookies, des bulles et de la pâte à modeler où l'on pouvait se rendre pour se calmer.

« On se soucie peu de ce que veut réellement dire une personne qui demande « d'où venez-vous ? » : c'est une micro-agression si la personne interrogée la perçoit ainsi »

« L'appropriation culturelle » est un autre concept qui prend de l'ampleur. Après des doléances d'étudiants, l'université de Clemson a dû s'excuser pour l'organisation d'une fête mexicaine à la cafétéria durant laquelle les membres du staff portaient des sombreros. Et une lycéenne de l'Utah, Keziah Daum, s'est fait insulter parce qu'elle a posté sur les réseaux sociaux une photo d'elle portant un qipao pour le bal de promotion.

Comment des militants, au nom de l'antiracisme, peuvent-ils interdire à des gens d'emprunter des éléments d'une autre culture ?

C'est en effet très particulier... La plupart de ceux que les gauchistes condamnent aujourd'hui pour appropriation culturelle auraient été, il y a quelques années, salués par ces mêmes activistes pour leur ouverture d'esprit. Emprunter des éléments d'autres cultures - cuisine, vêtements, idées religieuses... - est normalement associé à la gauche et, souvent, fait l'objet de critiques à droite.

Mais avec l'essor de culture de la victimisation, ce qui était autrefois une vertu devient un vice. Même le yoga, qui fait l'objet de condamnations de conservateurs en Occident du fait de ses origines hindouistes, se retrouve aujourd'hui sous le feu des critiques de la gauche culturelle, non pas parce que le yoga corromprait les chrétiens, mais parce que cela offenserait les hindous. De même, vous n'attendez pas des xénophobes qu'ils portent des tenues traditionnelles chinoises. Keziah Daum, cette adolescente qui a porté le qipao pour son bal de promotion, se considère sans nul doute comme quelqu'un d'éclairé et de cosmopolite. Mais avec ce nouveau crime qu'est l'appropriation culturelle, chaque emprunt à une autre culture devient suspect. En fait, on revient aux lois des sociétés traditionnelles qui interdisent aux classes inférieures de porter des vêtements réservés à l'aristocratie. Il y a cette idée que les membres d'un groupe d'opresseurs ne peuvent pas adopter la culture d'un groupe victimisé dans l'histoire. Voilà encore une façon de faire de la victimisation un statut moral.

Lire aussi : Antoine Griezmann, déguisé en basketteur noir, déclenche une polémique

Vous soulignez que certains activistes sont capables d'une extrême intolérance, ne traitant pas leurs contradicteurs comme des adversaires politiques mais comme des « hérétiques qui polluent leur pureté idéologique »...

Les activistes ont une extrême empathie pour ceux qui sont reconnus comme membres de communautés victimisées, mais font aussi preuve d'une extrême hostilité contre ceux qui ne le sont pas. C'est ce que Greg Lukianoff et Jonathan Haidt ont nommé la « protection vindicative », cette impulsion à punir quiconque est considéré comme empêchant l'objectif de transformer les campus en espaces sécurisés. Dans une culture de l'honneur, on célèbre

ceux qui font preuve de courage, mais on dénigre les faibles et les lâches. De même, dans une culture de la victimisation, on valorise ceux qui sont considérés comme étant des victimes et on dénigre ceux qui sont privilégiés ou, pire, des « oppresseurs ».

Quand quelqu'un comme le professeur de biologie Bret Weinstein questionne le principe d'une « journée de l'absence » durant laquelle les Blancs doivent quitter le campus de l'université d'Evergreen ; quand le psychologue Jordan Peterson critique une loi canadienne qui veut rendre obligatoire l'utilisation de pronoms non genrés du type « iel » à la place de « il » ou « elle », ils sont perçus comme des menaces qui prolongent l'oppression des minorités. Du point de vue de ces militants, les idées sont dangereuses et représentent des actes de violence. Elles doivent être prohibées et punies, comme notre société a auparavant prohibé et puni la violence physique.

La politologue April Kelly-Woessner a montré que les jeunes sont moins tolérants que les générations précédentes face à des opinions politiques divergentes. Est-ce inquiétant ?

Oui. Cette morale de la victimisation - aussi bien intentionnée soit-elle - menace la mission centrale de l'université : être un lieu de débats et de recherche de la vérité. Cela est totalement incompatible avec l'idée que l'université devrait être un endroit où certains étudiants - ou certaines communautés - ne se sentent jamais offensés ou placés dans une situation inconfortable. On doit laisser aux étudiants la liberté d'émettre des idées qui peuvent offenser d'autres personnes et qui questionnent les croyances. Comme l'a dit Steven Pinker : « Voilà la différence entre une université et une madrasa. » Les facultés doivent aujourd'hui faire un choix entre deux objectifs : la recherche de la vérité ou celle de la justice sociale.

Beaucoup d'intellectuels s'inquiètent de ces dérives...

Les activistes qualifient leurs critiques de « fascistes » ou de « suprémacistes blancs ». En réalité, les plus grands contempteurs de cette culture de la victimisation sont des gens comme l'économiste Glenn Loury, de Brown, ou les psychologues Jonathan Haidt et Steven Pinker, de Harvard, des universitaires qui sont très clairement au centre ou à la gauche de l'échiquier politique américain. Même Jordan Peterson, en dépit de tous ceux qui veulent le salir en le classant à l'extrême droite, n'est pas particulièrement conservateur. La défense de la liberté d'expression a d'ailleurs historiquement toujours été associée aux libéraux.

En quoi cette liberté d'expression est-elle si importante ?

C'est une valeur fondamentale des sociétés libres. Comme l'explique John Stuart Mill, la liberté d'expression permet de mieux comprendre ses croyances en se confrontant à celles des autres. Elle réduit les conflits dans une société démocratique : c'est un désarmement mutuel dans lequel nous passons un accord pour laisser l'autre parler librement, de façon que nous-mêmes nous ne finissions pas par être censurés et punis.

« Cette morale de la victimisation menace la mission centrale de l'université : être un lieu de débats et de recherche de la vérité »

Mais faut-il mettre des limites à la liberté d'expression ? Contrairement à la France, il n'y a aux États-Unis pas de barrière légale contre les discours haineux...

Nous pensons que les racistes, mais aussi les fascistes, les communistes, les scientifiques, les ingénieurs, les journalistes, les politiques, les progressistes, les conservateurs, les

témoins de Jehovah, les mormons, les musulmans, les athées, les chrétiens doivent pouvoir parler librement. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait aucune limite.

Aux États-Unis, la liberté d'expression est garantie par le premier amendement de la Constitution, mais les tribunaux ont depuis longtemps reconnu des exceptions définies de manière très étroite.

Parmi ces exceptions, il y a les discours obscènes, menaçants ou diffamatoires. Selon nous, cette jurisprudence est raisonnable, et nous nous y opposerions si on voulait y inclure les discours haineux, car cela marquerait une rupture dans le fait que l'État ne peut pas discriminer des opinions et censurer un discours à cause du point de vue qu'il exprime. Cela nous paraît d'autant plus important que des activistes sur les campus ont déjà été très clairs sur le fait qu'ils pensaient que des figures - pourtant non extrémistes - comme le politologue Charles Murray, Jordan Peterson ou le journaliste conservateur Ben Shapiro devraient être bannies. Durant l'élection présidentielle de 2016, ils ont même expliqué qu'exprimer son soutien à Donald Trump relevait du discours haineux...

Dans votre livre, vous êtes très sévères sur l'état actuel de la sociologie. Que reprochez-vous à vos collègues ?

Beaucoup de sociologues ont abandonné l'envie de décrire et d'expliquer la société telle qu'elle est. Ils sont devenus des idéologues gauchistes plutôt que des scientifiques sociaux. Le sociologue Christian Smith explique que les sociologues se voient comme investis d'un « projet sacré ». C'est vrai même pour ceux qui font des travaux scientifiques et ont la tentation d'orienter leur recherche pour trouver les réponses qu'ils attendent. Cela empoisonne cette discipline. Mais cela permet aussi à certains départements de sociologie de devenir des centres d'évangélisation pour la culture de la victimisation. En particulier les sociologues adeptes des théories conflictuelles comme le féminisme radical. Ces théories ont remplacé les classes sociales de Marx par d'autres groupes d'opresseurs et victimes. Pour les féministes, les nouveaux capitalistes et prolétaires sont les hommes et les femmes, pour les théories antiracistes, les blancs et les personnes de couleur, pour les théories queer, les hétérosexuels et les homosexuels, mais aussi les cisgenres et les transgenres. Face à un monde en plein bouleversement, les sociologues ne semblent ainsi rien avoir d'autre à offrir que ces sempiternelles histoires de victimes et oppresseurs...

Pour approfondir :

<https://www.franceculture.fr/emissions/le-tour-du-monde-des-idees/le-tour-du-monde-des-idees-du-mercredi-05-septembre-2018>

QUESTION

Quelles sont les conséquences du passage d'une "culture de la dignité" à une "culture de la victimisation" ?